

Caucase du Sud

Bureau de Bakou

[Map page 58]

Baku = Bakou

- Office in Baku = Bureau de Bakou

The boundaries and names on this map do not imply official endorsement or acceptance by the OSCE = Les frontières et les noms figurant sur cette carte n'impliquent pas leur approbation ou leur acceptation officielles par l'OSCE.

[Map page 58]

En prévision des élections devant se dérouler en 2008, le Bureau a intensifié ses efforts pour aider le Gouvernement azerbaïdjanais à remplir ses engagements d'État participant. Il lui a apporté son concours dans le cadre de la réforme de la police et de l'appareil judiciaire et s'est employé à promouvoir la liberté des médias, la liberté de réunion, la bonne gouvernance, la conscience environnementale et le développement économique régional.

Activités liées à la dimension politico-militaire

Formation des recrues de la police. Un nouveau programme de formation des recrues de la police, que le Bureau a élaboré en partenariat avec le Ministère tchèque de l'intérieur, entrera en vigueur en janvier 2008. Dans le cadre de ce nouveau programme, la durée de la formation de base des policiers subalternes passera de trois à six mois.

Police de proximité. Le Bureau a introduit la police de proximité dans la ville de Mingchevir dans le cadre d'un projet pilote exécuté en partenariat avec la police turque. Compte tenu des résultats particulièrement positifs du projet, les autorités azerbaïdjanaises ont accepté de l'étendre à d'autres localités en Azerbaïdjan.

Gestion des rassemblements publics. Le Bureau a continué, en partenariat cette année avec les services de police hongrois, à former les troupes du Ministère de l'intérieur à gérer de façon efficace les manifestations publiques tout en respectant la liberté de réunion. À ce jour, plus de 300 membres de la police et des troupes intérieures ont reçu une formation à la gestion des rassemblements publics.

Contrôle démocratique des forces armées. Cette année, le Bureau a organisé une série de réunions et de tables rondes avec des représentants du Ministère de la défense et de la société civile pour promouvoir le contrôle démocratique des forces armées. Dans le cadre de cette initiative, le Bureau a prêté son concours à la création d'un comité central composé des 35 associations qui défendent les intérêts des militaires en service et à la retraite en matière de santé, de logement et de bien-être général.

Activités liées à la dimension économique et environnementale

Bonne gouvernance et lutte contre la corruption. Le Bureau a apporté son assistance à deux centres régionaux de défense des intérêts et de consultations juridiques gérés par

l'antenne azerbaïdjanaise de *Transparency International* pour promouvoir les droits juridiques des citoyens et traiter les plaintes pour corruption.

Le Bureau a également pris l'initiative d'organiser, à l'intention d'administrateurs et de comptables d'entreprises azerbaïdjanaises, des stages sur les principes comptables internationaux.

Affaires environnementales. Le Bureau a aidé le Ministère de l'écologie et des ressources naturelles à établir deux nouveaux centres Aarhus à Ganja et Gazak. Ces centres fournissent des informations environnementales à l'appui de la *Convention d'Aarhus*.

Le Bureau a joué un rôle actif dans l'introduction de la version azerbaïdjanaise du dossier pédagogique d'éducation en matière d'environnement appelé « Green pack » dans plus de 1 000 écoles secondaires du pays.

Le Bureau a continué de fournir un soutien administratif au projet OSCE-OTAN de *surveillance des fleuves* du Caucase dans la cinquième année de ce programme transfrontières.

Développement régional. S'employant à promouvoir la transition vers une économie de marché, le Bureau a fourni des conseils et une formation en gestion aux agriculteurs et aux petits entrepreneurs installés à l'extérieur de Bakou.

Activités liées à la dimension humaine

État de droit

Observation des procès. Ayant observé plus de 500 procès, le Bureau a parachevé son deuxième rapport à ce sujet et communiqué ses conclusions au Gouvernement azerbaïdjanais dans le cadre de son programme visant à promouvoir la réforme de l'appareil judiciaire.

Réforme de la détention préventive et de la garde à vue. Le Bureau a présidé des réunions de groupes d'experts tenues conjointement avec le Gouvernement en vue de mettre la dernière main à un projet de loi réformant le système de détention préventive et de garde à vue en vigueur dans le pays. Le Bureau a aidé à améliorer les capacités d'évaluation et d'interprétation des représentants d'organisations non gouvernementales nationales qui suivent la situation dans les installations de détention.

Formation de juges. Le Bureau a dispensé une formation au droit civil, au droit pénal et aux droits de l'homme à 102 candidats juges. Il a également achevé les préparatifs en vue d'assurer la formation des juges des tribunaux de première instance et des cours d'appels l'année prochaine.

Justice pour mineurs. Le Bureau a aidé l'organisation non gouvernementale *Alliance for Children's Rights* à effectuer des études sur les institutions détenant des mineurs et sur l'équité et l'efficacité des procédures judiciaires impliquant des jeunes délinquants. Après avoir mené des consultations avec le Gouvernement sur les moyens d'améliorer le système de justice pour mineurs, le Bureau a publié un rapport de suivi à ce sujet.

Assistance législative. Le Bureau a aidé à rédiger des projets d'amendements aux lois sur la liberté de réunion, sur l'administration foncière, sur le travail et sur les avocats ainsi qu'aux dispositions relatives à la diffamation dans le Code pénal et aux règles de procédure de la Cour constitutionnelle.

Démocratisation

Liberté des médias. Le Bureau a entamé un projet à long terme portant sur l'établissement de lignes directrices pour améliorer le flux d'informations entre les institutions publiques et les médias afin d'accroître la transparence de l'action du Gouvernement.

Le Bureau a lancé un programme de formation exhaustive à l'intention des journalistes et du personnel d'encadrement de l'organisme public de radiodiffusion ITV. Le programme, qui se poursuivra en 2008, est axé sur la couverture et le suivi libres et équitables des élections.

Le Bureau a soutenu une proposition en faveur d'une nouvelle loi relative à la diffamation, qui, si elle est adoptée, aurait pour effet de dépenaliser cette dernière.

Législation et pratiques électorales. Le Bureau a joué un rôle de chef de file dans la coordination des activités des acteurs internationaux concernant les élections présidentielles de 2008 en recensant les lacunes et les domaines dans lesquels des mesures doivent être prises en vue de la préparation d'élections qui soient conformes aux normes internationales.

Soutien à la société civile. Le Bureau a ouvert à Shamakhi un centre de ressources sur la démocratie et la parité des sexes. Dans le souci de promouvoir une meilleure représentation des femmes au sein de la société civile, il a dispensé des formations sur la création d'organisations non gouvernementales, leur gestion et la collecte de fonds.

Lutte contre la traite des êtres humains. Le Bureau a organisé, à l'intention de femmes avocates, des ateliers sur la lutte contre la traite des êtres humains et a parrainé une émission de télévision qui a sensibilisé à la question.

Chef du Bureau :

M. l'Ambassadeur Jose Luis Herrero à compter du 3 février, date à laquelle il a succédé à

M. l'Ambassadeur Maurizio Pavesi dont le mandat s'est achevé le 8 janvier

Budget approuvé : 2 476 500 €

www.osce.org/baku

Mission en Géorgie

[Map page 60]

Tbilisi = Tbilissi

Tskhinvali = Tskhinvali

- Mission to Georgia = Mission en Géorgie
- Economic Rehabilitation Office = Bureau chargé du relèvement économique
- Seconded staff to the UN HROAG = Personnel détaché auprès du Bureau des Nations Unies pour les droits de l'homme en Abkhazie (Géorgie)

The boundaries and names on this map do not imply official endorsement or acceptance by the OSCE = Les frontières et les noms figurant sur cette carte n'impliquent pas leur approbation ou leur acceptation officielles par l'OSCE.

[Map page 60]

La Mission a fourni un soutien continu au programme des réformes du Gouvernement et a également réagi à des problèmes et à des événements imprévus en Géorgie.

Dans le cadre de ses efforts visant à faciliter un règlement pacifique du conflit géorgio-ossète, la Mission s'est employée à renforcer la confiance par le biais du Programme de relèvement économique mené par l'OSCE. Les progrès dans le domaine politique ou de la sécurité ont toutefois été entravés par plusieurs événements litigieux dans la zone du conflit, notamment une crise au sujet de l'approvisionnement en eau au début de l'été et un incident impliquant un missile en août. Malgré cela, en octobre, le nouveau chef de la Mission a accueilli dans ses locaux la première séance plénière officielle de la Commission mixte de contrôle depuis plus d'un an.

La Mission a suivi et facilité la réaction de l'Organisation à l'état d'urgence d'une durée de 11 jours qui a été décrété en novembre à Tbilissi à la suite de la dispersion de plusieurs milliers de manifestants conduits par l'opposition, de la fermeture d'une importante entreprise de télévision et de l'appel à des élections présidentielles anticipées devant avoir lieu d'ici le 5 janvier 2008. En fin d'année, la Mission assurait la coordination de la participation de la communauté internationale aux élections à venir et facilitait la mission d'observation électorale de longue durée du Bureau des institutions démocratiques et des droits de l'homme.

La Mission a mené à bien des projets dans des domaines tels que la démocratisation, les droits de l'homme et l'état de droit, la réforme de la police, la lutte contre le terrorisme, la réponse aux crises, le développement économique et la sécurité environnementale.

Activités liées à la dimension politico-militaire

Règlement des conflits

Conflit géorgio-ossète. La Mission a contribué à faire en sorte que les parties maintiennent le dialogue au sein de la Commission mixte de contrôle et en dehors de celle-ci. Cette commission est coprésidée par les parties géorgienne, ossète du sud, ossète du nord et russe.

Les observateurs militaires de l'OSCE ont continué de suivre la situation tendue sur le terrain en coopérant étroitement avec les organismes concernés et les forces communes de maintien de la paix, dont ils sont chargés de superviser les activités.

Renforcement de la confiance dans la zone du conflit. La Mission a assuré avec succès la coordination d'un programme de relèvement économique financé grâce à un don de la Commission européenne d'un montant de 2,5 millions d'euros. Elle a continué d'exécuter le *Programme de relèvement économique* mené par l'OSCE et financé par 21 donateurs internationaux à concurrence de plus de 8 millions d'euros. Le *Programme* est destiné à renforcer la confiance à la fois au sein des communautés concernées et entre les parties. Parmi ses réalisations à ce jour figurent notamment la construction de plusieurs conduites d'eau potable, la réparation du principal bassin de retenue de Tskhinvali, la construction d'une nouvelle école et clinique, ainsi que la rénovation en cours de plusieurs établissements scolaires. L'Unité économique et du développement des entreprises dépendant du *Programme* a organisé plus de 80 séminaires de formation qui ont porté sur une vaste gamme de sujets et dont ont directement bénéficié plus de 1 200 résidents de la zone du conflit.

La Mission a continué d'œuvrer en faveur du règlement pacifique des conflits dans les trois dimensions de la sécurité de l'OSCE. Ses projets ont inclut la production d'un film réalisé conjointement par des journalistes géorgiens et ossètes dans le but de renforcer la confiance, l'exécution d'un programme de petites subventions pour renforcer la capacité des organisations non gouvernementales et les préparatifs en vue de l'ouverture d'un centre environnemental.

Conflit géorgio-abkhaze. Le processus de paix conduit par l'Organisation des Nations Unies est resté dans une large mesure en suspens en raison des événements sur le terrain. La Mission a toutefois poursuivi ses activités en soutien au processus onusien visant à renforcer la confiance entre les parties.

Film inédit réalisé conjointement par des journalistes géorgiens et ossètes.

Dans le cadre d'un projet de la Mission de l'OSCE, une équipe de journalistes géorgiens et ossètes a réalisé un documentaire sur les principes et les résultats du Programme de relèvement économique, financé par la Commission européenne, qui a récemment été mené à bonne fin dans la zone du conflit. Une importante entreprise de télévision géorgienne, Rustavi 2, a diffusé en février ce film qui était une première du genre depuis la recrudescence des tensions armées dans la région en été 2004.

Autres activités liées à la dimension politico-militaire

Destruction d'armes dépassées. La Mission a continué de procéder au démantèlement d'armes dépassées et à la destruction de munitions ne pouvant être recyclées. Du matériel de fusion de TNT, donné par la Mission, a été mis en service en début d'année et 9 000 obus d'artillerie ont été recyclés avec succès.

Réforme de la police et action contre le terrorisme. La Mission a continué de prêter son concours au Ministère des affaires intérieures dans le cadre de la mise en œuvre de sa réforme de la police en se concentrant cette année sur la police de proximité, la fourniture d'un soutien à l'Académie de police géorgienne et la gestion des ressources humaines. Elle a aidé

le Ministère à se doter des moyens nécessaires pour renforcer ses capacités de lutte contre le terrorisme. Pour ce faire, elle a organisé des programmes et des ateliers de formation et prêté son soutien au Ministère pour mettre en place un centre de bases de données afin d'améliorer les enquêtes menées à la suite d'attentats à la bombe ou au moyen d'autres explosifs.

Renforcement des capacités en matière de gestion des frontières. La Mission a mené à bien un programme visant à transformer le département géorgien des gardes frontière en un service de police. Plus de 300 agents ont suivi une formation dans les domaines de la réaction rapide, de la planification opérationnelle et de la mise en place d'une unité de formation spécialisée. La Mission a en outre mis à la disposition du Ministère des affaires intérieures du personnel chargé des secours d'urgence, qui a été formé aux techniques lui permettant de réagir aux situations de crise en milieu dangereux.

Activités liées à la dimension économique et environnementale

Questions économiques

La Mission a financé des centres de soutien aux entreprises en Abkhazie et à Alkhalkalaki. Ces centres ont dispensé à des entrepreneurs des formations bien nécessaires pour favoriser la création de petites et moyennes entreprises dans ces régions.

La Mission a continué d'apporter son concours aux organisations non gouvernementales vérifiant que le Gouvernement respecte ses obligations concernant l'application des recommandations du Réseau anticorruption de l'Organisation de coopération et de développement économiques.

La Mission a continué d'apporter son appui aux centres de ressources sur la bonne gouvernance à Gardabani et Marneuli, des régions comptant d'importantes minorités ethniques. Ces centres aident les administrations locales à élaborer et mettre en œuvre leur budget ainsi qu'à gérer les ressources publiques.

Questions environnementales

La Mission et le Ministère de l'environnement ont continué de soutenir le Centre Aarhus, qui vise à promouvoir la conscience environnementale dans la Géorgie tout entière. En outre, la Mission a fourni un appui à deux centres environnementaux régionaux à Kvemo Kartli.

Elle a prêté son concours à l'initiative OSCE-ONU sur l'environnement et la sécurité (ENVSEC) pour l'élaboration de projets répondant à des préoccupations en matière de sécurité environnementale. Elle a en outre appuyé le projet OTAN-OSCE de *surveillance des rivières*.

La Mission a également financé des clubs environnementaux pour les jeunes qui ont dispensé une éducation à l'environnement à plus de 500 étudiants géorgiens.

Activités liées à la dimension humaine

Démocratisation et élections. La Mission a poursuivi sa collaboration avec la Commission électorale centrale en dispensant à son personnel une formation destinée à le responsabiliser davantage et à accroître son professionnalisme et la transparence de ses activités. Avec le

soutien financier de la Mission, un organisme national de surveillance a contrôlé les communications internes et externes et les structures de l'administration des élections. La Mission a facilité le dialogue entre le Bureau des institutions démocratiques et des droits de l'homme, la Commission de Venise et les parties prenantes géorgiennes aux élections sur la mise en conformité du Code électoral avec les normes internationales. Elle a coordonné l'implication de la communauté internationale dans les questions relatives aux élections, un rôle qui a pris encore plus d'importance lorsque des élections anticipées ont été annoncées pour le début de 2008.

Minorités nationales. La Mission a continué de travailler avec les minorités nationales à Kvemo Kartli, région peuplée essentiellement d'Azerbaïdjanais et d'Arméniens de souche. Elle a aidé à renforcer les capacités de 11 organisations non gouvernementales locales, favorisé l'interaction interethnique, dispensé des cours de géorgien, d'anglais, d'informatique et d'éducation civique, établi de petits centres de consultations juridiques et organisé un camp d'été à l'intention des jeunes.

Droits de l'homme. La Mission a continué de surveiller la situation dans les prisons géorgiennes et d'observer des procès en fournissant des avis juridiques aux victimes d'abus des droits de l'homme et en examinant avec les autorités les violations présumées. Elle s'est employée à améliorer les conditions de détention des prisonniers en sensibilisant à leurs droits et en leur fournissant une aide juridique. Elle a dispensé à des juristes une formation portant sur les aspects juridiques les plus pointus des normes européennes relatives aux droits de l'homme, à des agents de la force publique une formation relative aux questions pénales et à des enseignants du secondaire de trois régions une formation sur l'éducation aux droits de l'homme.

Bureau des droits de l'homme, Abkhazie (Géorgie). Comme au cours des années précédentes, la Mission de l'OSCE en Géorgie a poursuivi sa collaboration avec le Bureau des droits de l'homme de l'ONU en Abkhazie (Géorgie) en y détachant un de ses membres en qualité de spécialiste des droits de l'homme. À côté de son travail consistant à constater les violations des droits de l'homme en Abkhazie, l'agent de l'OSCE a également supervisé le portefeuille des projets de l'OSCE qui visent à promouvoir à la fois une culture des droits de l'homme et une conscience civique sur tout le territoire.

Lutte contre la traite des êtres humains. La Mission a coopéré avec le Gouvernement et la société civile pour développer plus avant le système d'identification des victimes et d'assistance à ces dernières en aidant deux unités mobiles à repérer les victimes sur le terrain. Elle a également exécuté un programme de petites subventions destinées aux organisations non gouvernementales pour sensibiliser aux questions liées à la traite. Elle a outre élaboré à l'intention des écoles de médecine un manuel sur le traitement des victimes de la traite.

Liberté des médias. La Mission a continué d'améliorer le flux d'informations entre les régions peuplées de minorités ethniques et le reste du pays ainsi que d'apporter son concours à la traduction en azerbaïdjanais des journaux de l'organisme public de radiodiffusion pour les résidents de Kvemo Kartli. Elle a en outre organisé des visites d'étude pour journalistes à Javakheti, qui accueille la plus importante communauté arménienne du pays, afin de les sensibiliser aux problèmes auxquels les communautés ethniques minoritaires doivent faire face.

Après qu'une importante entreprise de radiodiffusion géorgienne ait été empêchée de fonctionner le 7 novembre à la suite d'une procédure engagée par le procureur général, la Mission a coopéré avec le Représentant de l'OSCE pour la liberté des médias et la communauté internationale en Géorgie pour y observer la situation des médias et s'efforcer de trouver rapidement une solution au problème.

État de droit. La Mission a continué d'appuyer la réforme du système pénitentiaire en offrant des recommandations pratiques et en organisant des formations à l'intention du personnel et des programmes de réinsertion pour les détenus. À l'appui de la réforme de l'appareil judiciaire, elle a proposé des stages de formation pour juges, organisé une visite d'étude en France pour des fonctionnaires géorgiens et élaboré un programme de formation initiale pour l'École de la magistrature, qui a été récemment créée.

Chef de la Mission :

M. l'Ambassadeur Terhi Hakala à compter du 15 octobre, date à laquelle il a succédé à

M. l'Ambassadeur Roy Reeve, dont le mandat s'est achevé le 31 juillet

Budget approuvé : 10 106 200 €

www.osce.org/georgia

Bureau d'Erevan

[Map page 63]

Yerevan = Erevan

Kapan = Kapan

- Office in Yerevan = Bureau d'Erevan
- Field Office = Bureau extérieur

The boundaries and names on this map do not imply official endorsement or acceptance by the OSCE = Les frontières et les noms figurant sur cette carte n'impliquent pas leur approbation ou leur acceptation officielles par l'OSCE.

[Map page 63]

Le Bureau d'Erevan a contribué à la poursuite de la réforme de l'administration et de la législation électorales en Arménie. En coopération avec les autorités arméniennes, il a achevé le recyclage du composant hautement toxique et volatile de propergol appelé mélange. Il a en outre apporté son assistance dans le cadre de l'introduction de la police de proximité en Arménie.

Réforme électorale. Le Bureau a contribué à l'amélioration des pratiques électorales en apportant son appui à la formation de responsables des élections, en finançant la publication de dossiers spécialisés sur les élections et en faisant mieux connaître les procédures et les droits électoraux. Le Bureau a également fourni une assistance technique à la Commission électorale centrale.

Lutte contre la corruption. Le Bureau a ouvert des centres anticorruption dans trois régions d'Arménie et aidé les autorités à définir les objectifs de la nouvelle *Stratégie nationale anticorruption* pour la période 2008–2012.

Formation à l'intention des fonctionnaires. Le Bureau a organisé une formation à l'analyse de la politique étrangère pour le personnel du Ministère des affaires étrangères. Il a également lancé un programme de formation adapté aux besoins du personnel du Ministère de la défense.

Activités liées à la dimension politico-militaire

Programme d'assistance à la police. Ayant achevé la rénovation et le rééquipement du Centre de formation de la police à l'entrée en service, le Bureau a aidé à remanier le programme des cours et à former le personnel. Il a facilité l'introduction de la police de proximité dans le district d'Arabkir d'Erevan et a évalué les besoins en vue de l'ouverture d'un centre informatisé d'appels d'urgence également à Erevan.

Renforcement de la cybersécurité. Le Bureau a prêté son appui aux travaux de l'Équipe spéciale sur la cybersécurité, qui a formulé des observations sur le projet de loi relatif aux technologies de l'information. Il a présenté aux autorités la traduction en arménien de la norme internationale relative à la gestion de la sécurité de l'information.

Contrôle démocratique des forces armées. Le Bureau a dispensé une formation et fourni des avis sur le contrôle démocratique des forces armées à des membres du Ministère de la défense, du Service de sécurité nationale, de la police et du personnel parlementaire ainsi qu'à des représentants des médias et d'organisations non gouvernementales.

Activités liées à la dimension économique et environnementale

Élimination du mélange. Avec le concours du Bureau, 872 tonnes de *mélange* ont été recyclées en 4 972 tonnes d'engrais et épandues sur 1 243 hectares de terres en septembre. Un groupe d'experts locaux et internationaux venus de Russie, de Géorgie et des pays donateurs à ce projet extrabudgétaire ont suivi de près l'ensemble du processus afin d'assurer son exécution de façon professionnelle, la transparence financière et la sécurité environnementale. La conclusion avec succès du plus important projet extrabudgétaire jamais entrepris par le Bureau avec le soutien financier de l'Allemagne, du Canada, des États-Unis d'Amérique et de la Finlande a été marquée par une cérémonie officielle.

Soutien au développement des petites et moyennes entreprises (PME). Le Bureau a aidé à élaborer un système d'indicateurs pour évaluer l'état des programmes de soutien aux PME. Il a commandé l'évaluation d'un programme, financé par le gouvernement, de garanties des prêts aux PME et en a présenté les résultats lors d'un atelier d'experts organisé à Vienne en coopération avec le Bureau du Coordonnateur des activités économiques et environnementales de l'OSCE.

Promotion du développement socio-économique régional. La présence ouverte par le Bureau à Syunik a apporté son concours à une évaluation des besoins en matière de développement socio-économique qui a été effectuée dans 30 communautés rurales dans le cadre d'un partenariat régional public-privé.

Promotion de la Convention d'Aarhus. Le Bureau a fourni un soutien aux centres publics d'information environnementale existants et en a créé trois nouveaux.

Activités liées à la dimension humaine

Appui à l'institution du médiateur. Le Bureau et le Bureau des institutions démocratiques et des droits de l'homme ont organisé des ateliers visant à renforcer la coopération entre l'institution du médiateur, l'administration de l'État et la société civile. Le Bureau a régulièrement présidé un groupe de travail international de médiateurs.

Soutien aux réformes de la justice pénale. Le Bureau a organisé des formations à l'intention de la Chambre des avocats et du Bureau du procureur général et il a encouragé des initiatives législatives dans le domaine de la réforme de la justice pénale. Il a soutenu les activités des comités publics de surveillance dans les institutions pénitentiaires et les centres de détention de la police.

Tolérance et droits des minorités. Le Bureau a organisé des conférences et des tables rondes et a produit des publications sur les droits des minorités. Il a en outre apporté son concours à des stages de formation à l'artisanat à l'intention de femmes et de mineurs incarcérés ainsi qu'à un camp d'été international pour enfants handicapés.

Sensibilisation de l'opinion aux droits de l'homme. Le Bureau a produit quatre messages d'intérêt général sur les droits de l'homme et a prêté son concours à la publication d'un bulletin sur la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme. Il s'est également employé à informer le public des mécanismes de promotion et de protection des droits de propriété.

Liberté des médias. Le Bureau a organisé des ateliers sur la liberté d'information et l'autorégulation des médias et a offert des avis d'experts sur la législation relative aux médias et sur la numérisation de la radiodiffusion. Il a entrepris un ambitieux projet visant à institutionnaliser la formation à la liberté de l'information à l'intention des responsables de l'information.

Lutte contre la traite des êtres humains et migration. En coopération avec l'Organisation internationale du travail et le Centre international pour le développement des politiques migratoires, le Bureau a contribué à la mise en place d'un mécanisme national d'orientation et a aidé à évaluer les besoins des organismes chargés de l'application de la loi en matière de formation à la lutte contre la traite des êtres humains. Le Bureau a également commandé une étude sur la migration de main-d'œuvre en provenance d'Arménie de 2005 à 2007 et une analyse de la législation en matière de migration.

Questions de parité des sexes. Le Bureau a soutenu des études sur la participation politique des femmes, sur la violence familiale et sur l'autonomisation économique et politique des femmes dans la région de Syunik. Il a prêté son concours à une organisation non gouvernementale pour publier dans les journaux une série d'encarts mensuels portant sur la participation politique des femmes.

Jeunes. Le Bureau a facilité des débats avec les jeunes sur des projets de lois relatifs à l'éducation et à l'administration locale ainsi que l'organisation d'une école d'été pour jeunes dirigeants à Syunik.

Chef du Bureau :

M. l'Ambassadeur Sergey Kapinos, à compter du 1er octobre, date à laquelle il a succédé à M. l'Ambassadeur Vladimir Pryakhin, dont le mandat s'est achevé le 14 juin

Budget approuvé : 2 315 800 €

www.osce.org/yerevan